

ÉDITO Par Francis Van de Woestyne

Osons le débat

La Belgique est un pays de cocagne. Il y a des souffrances individuelles, irréversibles. Il y a des injustices. Il y a de l'exclusion, de la pauvreté, un manque de cohésion sociale. Mais globalement, la Belgique est un Etat prospère, sûr, il offre un filet social efficace, des soins de santé accessibles et de qualité. Donc tout va bien ? Oui ça va, mais la Belgique pourrait fonctionner mieux encore. Pour répondre aux aspirations légitimes des Régions et Communautés, le pays a été fédéralisé : une grande partie des compétences autrefois dévolues au seul Etat fédéral a été transférée aux entités fédérées. Il fallait le faire : les Etats qui sont restés sourds aux revendications régionales connaissent la violence, les blocages; voyez l'Espagne.

Mais en Belgique, pour régler les soubresauts politiques, on a parfois fait n'importe quoi, on a saucissonné des compétences en dépit du bon sens. Et les organes de concertation prévus pour huiler la machine ne fonctionnent pas bien. Dans certains domaines, le cloisonnement a nui à l'efficacité des politiques : environnement, commerce extérieur, mobilité. Le processus de décision nuit à l'efficacité. Résultat : dans certains domaines, c'est aussi un bric-à-brac institutionnel dans lequel personne ne s'y retrouve.

Dès lors, pourquoi ne pas améliorer ce qui ne fonctionne pas ? C'est le sens de la réflexion de certains cercles libéraux francophones et flamands, de certains écologistes. Lesquels proposent aussi l'instauration d'une circonscription fédérale qui permettrait à une partie d'élus d'être responsables devant l'ensemble du pays. Il y va de l'intérêt de tous les Belges, d'Anvers à Arlon. Le refus borné des nationalistes de répondre à cette demande de débat était attendu. Leur objectif est clair : la fin du pays. Le refus des démocrates chrétiens flamands montre qu'ils sont une fois de plus la pâle copie des ultras. Ce débat est sain, serein, moderne. Il est rassurant de voir qu'il est porté au Nord et au Sud du pays par des hommes et des femmes politiques issus d'horizons divers, portés par deux principes : l'intérêt de l'Etat et le bien-être des citoyens. Osons ce débat.